

3.000 « contre-manifestants » à Carhaix

Ras le bonnet d'être les victimes de l'ultralibéralisme : les salariés l'ont exprimé dans le calme mais avec une réelle détermination, hier après-midi, dans les rues de Carhaix.

Composé de délégations de salariés de Marine Harvest ou de Tilly, de personnalités politiques et d'organisations syndicales, le cortège carhaisien entendait donner une autre tonalité à la journée de mobilisations d'hier.

Photo N. C.



instrumentalisée par les casseurs et les "licenciers". Ceux qui rassemblent les salariés et qui s'en servent comme boucliers pour accélérer les politiques d'austérité, de régression sociale et de suppressions d'emplois dans le privé et le public», dénonce Thierry Gouray. Quant à l'écotaxe, « elle n'a jamais interféré sur la casse des emplois. Elle sert de prétexte à déclencher une fronde anti-impôts. Et ce sont les mêmes qui demandent des aides de l'État pour accompagner leurs productions, tout en refusant de payer les impôts qui alimentent ces aides... Nous payons certes trop d'impôts, car ils sont devenus démesurés par rapport aux salaires et pensions, mais plus que de demander leur suppression, il faut augmenter les salaires et les pensions pour construire un projet de société où tout le monde a sa place ».

Acteurs du Pacte d'avenir

Sur la place de Carhaix, en ce samedi, c'est tout un système économique qui est remis en cause et l'injustice dénoncée. Et, par leur présence, les manifestants ont signifié qu'ils entendaient bien que leurs aspirations soient prises en compte dans les négociations qui vont s'ouvrir, la semaine prochaine, sur le Pacte d'avenir pour la Bretagne. Sinon, à force de désespérance, de licenciements en cascade, le pire pourrait être à envisager...

Hervé Queillé (avec Nathalie Com)

2.500 à 3.000 manifestants... La CGT, la FSU et Solidaires en attendaient-ils autant, compte tenu de leur appel tardif à cette « contre-manifestation ? ».

Quoi qu'il en soit, ils sont très nombreux à être clairement venus marquer leur différence face au rassemblement de Quimper, « dont les organisateurs

sont aussi divers que les mots d'ordre », souligne Thierry Gouray, secrétaire régional de la CGT.

« Un monde meilleur »

Dans la foule, quelques élus, dont Gérard Lahellec, vice-président communiste du conseil régional, des représentants du

Front de gauche (lire ci-dessous) ou encore l'ancien maire de Carhaix, Jean-Pierre Jeudy, et Félix Leyzour, sénateur et député communiste des Côtes-d'Armor. Quelques « Bonnets » font bon ménage avec des « Nez rouges » et des visages peints en vert, en accord avec les couleurs des drapeaux qui flottent au vent : ceux

des organisations mais aussi du Front de gauche et d'Europe Écologie-Les Verts. Des délégations des salariés de Triskalia, Tilly ou Marine Harvest - accompagnés par Richard Ferrand, député PS - ont également emmené leurs banderoles : « Je veux encore croire à un monde meilleur. Il faut revenir à des patrons

locaux ; ce n'était pas toujours des cadeaux mais, au moins, ils défendaient leur entreprise et l'emploi », lance Michel Crespin, délégué CGT de l'entreprise de Poullaouen.

« Pas des boucliers »

D'emblée, le ton est donné. « La défense de l'emploi ne peut être

Réactions : la nécessité d'un « traitement spécifique »

La classe politique n'a pas manqué de commenter les différentes manifestations d'hier. Pour Pierrick Massiot, président du Conseil régional de Bretagne, le motif initial de celle de Quimper - « Vivre, travailler et décider au pays » - a toutefois été détourné par « quelques provocateurs ».



Photo H. Q.
Raquel Garrido, porte-parole à l'international du Front de gauche, a préféré se déplacer à Carhaix plutôt qu'à Quimper, hier.

« Les violences à Quimper ne sont pas acceptables. Seul le dialogue permettra de trouver de vraies solutions pour traiter les problèmes. Le gouvernement se bat pour consolider les entreprises en difficulté (Doux, Tilly-Sabco) et travaille à un Pacte d'avenir pour la Bretagne ».

Raquel Garrido, porte-parole à l'international du Front de gauche, présente à Carhaix.

« Dans cette période de crise et de mutation, il est plus qu'indispensable d'écouter les salariés », a estimé l'avocate qui, accompagnée du Brestois Bertrand Seys, s'est déplacée à Carhaix plutôt qu'à Quimper : « Aujourd'hui, on se trouve face à des patrons qui ne veulent ni d'écologie ni de social et face à un gouvernement qui ne veut surtout pas d'écologie et qui court après des patrons qui en demandent toujours plus. »

Marylise Lebranchu, ministre de la réforme de l'État.

L'élue bretonne a estimé, hier soir sur BFM TV, qu'on était « sorti de la crise de l'écotaxe » et qu'il fallait « maintenant négocier » le pacte d'avenir de la Bretagne. Rappelant que l'UMP avait initié cette taxe, elle a demandé à « tout le monde », d'être « responsable » et d'appeler « au calme » afin de « trouver ensemble une solution pour sortir par le haut et non pas par la rue ».

Pascal Durand, secrétaire national de EELV.

« La FDESA et le Medef sont à l'origine de la crise bretonne. Ils instrumentalisent la taxe poids lourd et la détresse des salariés », a déclaré le chef de file d'EELV à propos de la manifestation à Quimper.



Le député PS de la 6^e circonscription du Finistère, Richard Ferrand (au centre), et Gérard Lahellec, vice-président communiste du conseil régional (à droite), font notamment partie des personnalités politiques qui ont fait le choix de défilier, hier, à Carhaix. (Photo H. Q.)



Pas de Bonnets rouges, hier, à Carhaix, mais de nombreux « Beaux nez rouges »... Une autre façon, pour les manifestants, de marquer leurs différences avec ceux de la mobilisation quimpéroise.

Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. À l'issue des manifestations bretonnes, hier soir, le Premier ministre a confirmé « que le gouvernement poursuit les travaux engagés avec les collectivités locales pour préparer le Pacte d'avenir pour la Bretagne, qu'il a annoncé le 16 octobre dernier ». Il a invité « toutes les parties prenantes à se retrouver autour de cet objectif ».

Pierrick Massiot, président du Conseil régional de Bretagne.

« On annonçait une manifestation pour l'emploi (à Quimper). Ce fut une manifestation de l'emploi de la force par quelques provocateurs. C'était prévisible, hélas ! Si l'appel à la mobilisation pour l'emploi était légitime, au moment où il a été lancé, la sus-

pension de l'écotaxe et l'annonce d'un Pacte breton par le Premier ministre étaient un premier signal fort d'apaisement. Le slogan initial était "Vivre, travailler et décider au pays". Il a été aujourd'hui détourné. »

Agnès Le Brun, maire de Morlaix, députée européenne, présente à Quimper.

« La Bre-

tagne a su montrer aujourd'hui sa volonté et sa capacité à défendre son économie. Le gouvernement doit maintenant reconnaître qu'il faut un traitement spécifique pour notre péninsule longue de plus de 300 km, garde-manger de la France ».

Guillaume Garot, ministre délégué à l'Agroalimentaire.

Des « esclaves » qui ont manifesté pour « les droits de leurs maîtres » selon Mélenchon

En amont de la journée de mobilisations d'hier, Jean-Luc Mélenchon s'était fendu d'une déclaration des plus amères à l'égard des manifestants quimpérois. « À Quimper manifestent ceux qui veulent que continue la souillure de notre belle Bretagne par les nitrates de l'agriculture productiviste. À Quimper manifestent ceux qui veulent les salaires de misère pour les agriculteurs et le règne de la grande distribution. À Quimper les esclaves manifesteront pour les droits de leurs maîtres », a ainsi déclaré le coprésident du Parti de gauche.